

Article

« L'ère des désorganiseurs »

Pierre-André Tremblay

Cahiers de géographie du Québec, vol. 35, n° 95, 1991, p. 429-433.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/022187ar>

DOI: 10.7202/022187ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

L'ère des désorganiseurs

Pierre-André Tremblay

Département des sciences humaines,
Université du Québec à Chicoutimi,
Chicoutimi (Québec), G7H 2B1

Il est difficile de dire *quand* ça a commencé. Peut-être vers le début des années 1960, lorsque le modèle social proposé par la «société de consommation» s'est mis à moins motiver la jeunesse étudiante. Peut-être vers le milieu de cette décennie, lorsque la guerre du Viêt Nam a montré les limites de l'impérialisme militaire. Peut-être vers le début des années 1970, avec la crise du pétrole, à moins que, plus probablement, ce ne soit avec les récessions de 1973... ou de 1980. Il semble bien, en tout cas, que nous traversions une période de transition et de changement. Comme il est normal en de telles circonstances, de nombreux débats en proposent une interprétation. Les ouvrages de Lash et Urry (1987) et de Offe (1985) dont il est ici question, s'ils ne sauraient être «représentatifs» de la totalité des discussions, valent la peine qu'on s'y arrête, car leurs auteurs comptent parmi les plus importants des sociologues contemporains. De plus, ces textes un peu âgés ont remarquablement bien vieilli et leurs propositions sont encore pertinentes, chose rare en ces temps d'obsolescence intellectuelle prononcée.

De façon surprenante, l'intuition fondamentale semble provenir d'une notion ancienne à peu près oubliée depuis que le marxisme de la Troisième Internationale l'avait vouée aux oubliettes. C'est en effet Hilferding qui avait, vers 1910, énoncé l'idée que le capitalisme n'était plus ce qu'il avait été au XIX^e siècle. L'intégration de l'État aux circuits du capital et la concentration de plus en plus grande de celui-ci, disait-il, diminuent les risques encourus par les entrepreneurs et, en réduisant l'anarchie du marché, leur garantissent une stabilité inconnue à l'époque «classique» que Marx analysait. L'anarchie a donc cédé la place à l'*organisation*.

Soupçonnée du péché de social-démocratie, cette vision n'avait pas eu, à l'époque, la popularité à laquelle on se serait attendu. Depuis ce temps, cependant, les choses ont changé: comme Lash et Urry nous le rappellent en prenant ce point comme base de leur démarche, la régulation keynésienne a dominé l'espace social depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Concentration et centralisation du capital, montée des «cols blancs», articulation de l'État et des grands monopoles, généralisation de l'État social, concentration spatiale des entreprises dans certaines régions, autant de traits qui montrent la profonde différence entre le capitalisme organisé et le modèle manchestérien. La liste n'est d'ailleurs pas exhaustive: Lash et Urry énumèrent 14 points qui caractérisent le capitalisme *moderne*.

Il semble certain à ces auteurs que ce modèle de structuration a récemment changé, ce qu'on peut considérer comme une évidence. L'enjeu de leur livre est de savoir *en quoi* il a changé, *pourquoi* et *par quoi* il a été remplacé. La recherche se déroule en trois étapes. Il faut d'abord tracer un portrait du développement du capitalisme organisé dans les principaux pays capitalistes (France, Angleterre, Allemagne, États-Unis et Suède). Il faut ensuite montrer comment tout cela se désorganise économiquement et spatialement, comment les classes se transforment (montée de la «classe de services»), comment les relations entre l'industrie, la finance et la politique ainsi que les pratiques du syndicalisme subissent les contrecoups de ces modifications. Enfin, il faut tracer un portrait de la nouvelle culture typique de cette époque «postmoderne» dans laquelle s'engagent les sociétés capitalistes développées. L'objectif global est de démontrer que le rythme et la manière dont se désorganise le capitalisme dans les pays étudiés dépendra de la date et de la forme qu'avait prise son organisation.

On voit que l'ambition est vaste. Il est donc normal qu'elle ne soit qu'inégalement réalisée. La simple lecture de la table des matières montre que l'accent est surtout mis sur les dimensions économiques des choses, les autres aspects étant discutés de façon plus rapide. C'est donc lorsqu'ils traitent des modifications économiques que les auteurs sont les plus convaincants et que les données qu'ils présentent sont les plus touffues. C'est cependant aussi à ce moment qu'ils sont les moins originaux. Quiconque suit avec un peu d'attention les débats actuels en économie politique trouvera dans ces chapitres moins des analyses nouvelles qu'une bonne présentation des interprétations apparues vers le milieu des années 1980. Cela n'est pas nécessairement un mal: ces sections sont une excellente synthèse dont on peut recommander la lecture à qui veut se mettre au parfum des approches récentes.

Mais la publication de ce livre ne se justifierait pas si on n'y trouvait des aspects originaux. On peut ainsi apprécier que les auteurs aient songé à accorder une place toute spéciale à la transformation du rôle des espaces régionaux dans la restructuration capitaliste. On reconnaît là l'influence du «groupe de Lancaster» dont ils sont les animateurs. De même, les réflexions sur l'état du syndicalisme et de son rapport aux «nouveaux mouvements sociaux» fournissent une synthèse sans complaisance des difficultés actuelles. Il vaut cependant la peine de noter que les auteurs ne succombent pas à la morosité ambiante et ne sombrent pas dans les habituelles litanies anti-syndicales.

Les passages les plus originaux du livre sont sans doute ceux qui traitent de la «culture postmoderne». Cette expression est tellement à la mode et a tant perdu de son sens qu'on ne peut que s'en méfier, mais Lash et Urry savent l'utiliser avec suffisamment de précision pour qu'on y voie un outil conceptuel d'analyse plutôt qu'une expression-synthèse symbolisant une philosophie du social. Pour eux, le premier trait fondamental de la culture actuelle est la domination de nouvelles fractions de classe pour lesquelles la culture et le symbolique sont l'enjeu de lutte de prestige et de pouvoir (la référence est ici aux travaux de Bourdieu). Le second trait est la décentration de l'identité, c'est-à-dire la lente dissolution des guides collectifs qui fournissaient aux individus un lieu social d'appartenance. La

classe sociale, la nation sont ainsi de moins en moins les critères premiers de reconnaissance de soi, ce qu'on peut en partie imputer à la généralisation de la culture télévisuelle qui, en ouvrant au regard anonyme et collectif des sphères sociales autrefois secrètes, élimine une grande part des barrières symboliques stratifiant la société.

Sur le plan politique, la «nouvelle culture» est — elle aussi — marquée par la déstructuration des catégories. Chaque nation est l'objet de processus d'*internationalisation* (entreprises multinationales, nouvelles formes d'alliance économique) et de processus de *décentralisation* qui minent la légitimité et la pertinence des formes culturelles traditionnelles. Si on ajoute à cela que la montée de la «classe de service» a profondément modifié le sens du travail et du système de stratification qui en découlait, on imagine sans peine l'étendue des transformations culturelles en cours.

Offe développe à sa manière des analyses relativement comparables. Le thème essentiel de son ouvrage est que le travail a changé de place et de sens. Il occupait autrefois le centre de l'organisation sociale, car il était la seule façon dont les gens pouvaient subvenir à leurs besoins; en d'autres termes, il était le seul moyen d'allocation de la force de travail et des revenus. Le développement de l'État social (*Welfare state*) a changé tout cela en dissociant l'obtention d'un revenu et la prestation de travail. En conséquence, le sens à accorder aux rapports de travail se modifie lui aussi, car les groupes sociaux formés autour d'eux n'auront plus la même importance. On voit clairement que l'approche marxiste classique, avec la centralité qu'elle accorde aux rapports de production et à la lutte des classes, ne saurait convenir. Offe estime en effet que la lutte *entre* les classes est devenue moins explicative que les conflits *au sein* du marché du travail, entre différents types de travailleurs.

De ces modifications du marché travail découlent d'importantes conséquences. On imagine facilement quels en sont les aspects économiques: le chômage structurel impose une organisation différente des divers programmes de sécurité sociale, ce qui, à son tour, influencera la situation fiscale des États; la dualisation du marché du travail isole des groupes perpétuellement désavantagés (femmes, immigrants, jeunes, handicapés, chômeurs permanents); l'impossibilité de se trouver un emploi au sein du secteur favorisé amènera un élargissement de l'«économie informelle» et de l'emploi autonome que renforcera encore la croissance du secteur des services. Tout cela aura une influence sur la taille des entreprises, l'organisation des rapports entre elles, leur rapport avec les appareils d'État, etc.

Offe s'arrête aussi à quelques conséquences socio-politiques de ces transformations qui ne sont pas moins importantes. Il est clair que les divisions nouvelles entre travailleurs rendent prévisible un affaiblissement de la pertinence du discours socialiste et social-démocrate, classiquement basé sur l'appartenance à une communauté homogène dans son rapport avec les moyens de production. Les syndicats devront modifier leurs stratégies s'ils veulent faire face à cette hétérogénéité *structurelle*. On peut prévoir — on voit sans doute déjà — que de

nouvelles formes de solidarité se répandront: mutuelles, coopératives, communautés autogérées, etc. Parallèlement, un statut public sera de plus en plus accordé aux organisations autrefois dites «privées», ce qu'avait déjà soulevé, pendant les années 1970, le débat sur le «néo-corporatisme». Cette nouvelle imbrication du privé et du politique, du personnel et du public est déjà en train de changer les modes de légitimité des États capitalistes, en particulier lorsqu'ils reposent sur le vote. Enfin, la montée des mouvements sociaux de type «Noir et Vert» ou «Rouge et Vert», outre qu'elle révèle la politisation de thèmes autrefois étrangers à cette scène, montre que les lignes de fracture se sont déplacées.

On retrouve donc dans le livre d'Offe des thèmes fort répandus dans la littérature scientifique et dont il avait d'ailleurs déjà traité dans un ouvrage précédent¹. Le parallélisme entre ses idées et celles de Lash et Urry est trop grand pour qu'il s'agisse d'un hasard. Offe détaille plus qu'eux les caractéristiques nouvelles du marché du travail, mais cela n'empêche pas que le portrait qu'il en donne soit analogue.

À la lecture de ces deux livres, on ne peut donc s'empêcher de ressentir, malgré la maestria des démonstrations, la même insatisfaction. Il n'est pas suffisant de dire que l'époque de l'organisation est finie ou, ce qui revient au même, qu'on se dirige vers un capitalisme *désorganisé*, car cela ne fait que reposer la question: s'agit-il d'un retour au capitalisme pré-keynésien? Le fordisme n'a-t-il été qu'un moment passager, une aberration temporaire? Plus encore: si le travail, si l'opposition de la classe ouvrière et de la classe bourgeoise n'occupent plus la même place, est-il encore légitime de parler de capitalisme?

L'enjeu véritable dépasse donc de beaucoup la simple description des modifications actuelles de nos sociétés. L'intention est visiblement de proposer une interprétation globale de l'évolution du capitalisme. S'il faut voir dans ces livres l'ébauche d'une théorie générale de la société actuelle, on doit d'abord remarquer l'imprécision inhérente à l'appellation *négative* des titres eux-mêmes. Ils indiquent ce que la société nouvelle n'est pas, non ce qu'elle est — ou sera. Il faut ensuite relever que la présence du mot «capitalisme» dans les titres pose inévitablement la question du rapport avec Marx, dont la discussion est éludée. Cela est d'autant plus malheureux qu'il a visiblement influencé les auteurs; qui n'aura pas remarqué que le schéma du texte de Lash et Urry reprend presque textuellement la hiérarchie des «instances» économique, politique et idéologique?

Il y a là plus qu'une référence manquante. Si le terme de capitalisme est pris au sérieux, il implique qu'on accorde une certaine place aux déterminations économiques, à la structure des classes qui en découle et au jeu des symboles que chacune produit dans son rapport avec les autres. Comment concilier cela avec une vision qui fait de la culture l'enjeu central et la détermination première des luttes? Peut-on vraiment amalgamer Bourdieu (ou Foucault, ou Baudrillard, ou Lyotard) et Marx?

Quiconque aura lu récemment les catalogues des éditeurs britanniques aura remarqué que le mot «postmoderne» (ou, à la rigueur, «déconstructionnisme»)

doit obligatoirement faire partie du titre si on veut être publié. Au-delà du phénomène de mode que cela indique évidemment, on peut en retenir qu'il ne semble plus possible de parler de nos sociétés dans les termes hérités du marxisme du XIX^e siècle. Les débats des 30 dernières années nous auront au moins appris ceci: les êtres humains sont aussi des êtres de symboles, de discours et de représentation. Loin d'être surajouté, ce «palier» symbolique est constitutif de l'être-en-société. S'il se trouve une unité dans les discussions actuelles, c'est dans cette découverte de la dimension non mécanique de la vie sociale qu'il faut la chercher².

L'originalité des ces trois auteurs est de ne pas conclure en disant qu'il faut jeter le bébé Marx avec l'eau du bain économiciste: accorder de l'importance à la culture n'oblige pas à sombrer dans un point de vue idéaliste. Il est cependant évident que la fusion des préoccupations ou, si on préfère, la construction d'un cadre théorique permettant d'aborder à la fois et d'une façon moins mécaniciste les rapports de production et les représentations qui les accompagnent, n'est pas chose facile.

On peut donc s'interroger sur la capacité de ces livres à présenter une image *cohérente* des choses. Offre reste marqué par la théorie critique, et on ne peut s'empêcher de penser que ses analyses ont encore un pied dans les années 1970. Lash et Urry ont des ambitions plus vastes et leur texte a des ambitions démonstratives et systématiques plus claires que ce n'est le cas pour Offre, mais leur arguments sont moins précis et leurs cadres interprétatifs tiennent parfois du *patchwork*. Au sortir de la lecture, on n'est pas trop sûr de ce que sera la société désorganisée (ou postmoderne?). Mais on sera un peu moins ignorant de ce qui lui aura permis d'apparaître.

NOTES

1 Voir Offre (1984).

2 Les travaux de D. Harvey en témoignent, en particulier Harvey (1989). On se référera aussi à M. Featherstone et à la revue qu'il dirige: *Theory, Culture and Society*.

SOURCES CITÉES

Ouvrages recensés

LASH, S. et URRY, J. (1987) *The End of Organized Capitalism*. Cambridge, Polity Press, 383 p.
OFFE, C. (1985) *Disorganized Capitalism*. Cambridge, Mass., MIT Press, 366 p.

Autres sources

HARVEY, D. (1989) *The Condition of Postmodernity*. Oxford, Blackwell.
OFFE, C. (1984) *Contradictions of the Welfare State*. Londres, Hutchinson.

(Acceptation définitive en avril 1991)